

- B. Uitgaven :
 1. Fondsen van derden
 2. Thesauriefondsen
 C. Saldo

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 december 1990 te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
 belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
 B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,
 A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën
 en Buitenlandse Betrekkingen,
 A. LIENARD

F. 91 — 1135

16 JANVIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant, pour le Service de Production et de Grand Transport d'Eau du Ministère de la Région wallonne, les fonctions dont les titulaires bénéficient de la gratuité du logement

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 87;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories de personnel rétribué par l'Etat, notamment les articles 2, 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, modifié par l'arrêté royal du 6 février 1967;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères;

Vu le protocole n° 45 du Comité de Secteur n° XVI;

Vu l'avis du 17 mai 1990 de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que pour garantir la production en continu d'eau potable, il s'impose de maintenir, au sein du Service de Production et de Grand Transport d'Eau, un service d'alerte permanent;

Considérant que certains agents du Service de Production et de Grand Transport d'Eau se voient imposer une disponibilité permanente par leur participation à un service d'alerte;

Considérant par ailleurs que certains d'entre eux occupent un logement mis à leur disposition par l'administration et qu'il s'impose dès lors, pour des raisons de sécurité juridique de déterminer sans retard quelles sont les fonctions dont les titulaires bénéficient de la gratuité du logement;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale et du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat s'applique aux agents du service d'alerte du Service de Production et de Grand Transport d'Eau du Ministère de la Région wallonne qui sont titulaires des fonctions énumérées ci-après :

1. Personnel de qualification chimie	: 16
2. Personnel de qualification électromécanique, électrique ou mécanique	: 44
3. Personnel de qualification construction	: 3
4. Personnel de qualification conducteur de véhicules ou d'engins	: 12

75

Art. 2. Les agents qui remplissent la condition énoncée à l'article 1er et qui occupent un logement mis à leur disposition par l'administration bénéficient de la gratuité du logement.

Le bénéfice du logement gratuit constitue un avantage en nature qui est soumis à l'impôt mais n'est pas soumis aux cotisations sociales et n'est pas pris en considération pour le calcul de la pension.

La valeur de l'avantage en nature est fixée au montant de la valeur locative du logement. Elle ne peut toutefois pas dépasser 10 % du montant brut du traitement moyen.

Une retenue de 2,5 % du montant du traitement moyen est opérée en contrepartie du chauffage et de l'éclairage fournis par l'Administration.

En cas de décès de l'agent, le conjoint survivant, la personne avec laquelle il vit maritalement et les membres de sa famille habitant sous le même toit conservent la jouissance du logement jusqu'à l'expiration du délai de préavis qui leur est signifié par lettre recommandée à la poste et dont la durée ne peut être inférieure à trois mois. En contrepartie, un loyer dont le montant est établi conformément aux articles 2 et 6 de l'arrêté royal précité leur est réclamé à partir du premier jour qui suit la date du décès de l'agent.

Art. 3. Les agents du service d'alerte qui sont titulaires d'une des fonctions énumérées à l'article 1er et qui n'occupent pas un logement mis à leur disposition par l'administration bénéficient d'une allocation pour privation de logement qui s'élève à 10 % du montant brut du traitement moyen. L'allocation pour privation de logement est soumise à l'impôt mais n'est pas soumise aux cotisations sociales et n'est pas prise en considération pour le calcul de la pension.

Art. 4. Une retenue mensuelle est opérée sur le traitement des agents qui ne font pas partie du service d'alerte et qui occupent un logement mis à leur disposition par l'administration pour faciliter l'accomplissement de leur tâche. Cette retenue correspond à 12,5 % du montant de traitement brut moyen en contrepartie du logement, de l'éclairage et du chauffage. La retenue de 10 % correspondant au logement, ne peut toutefois dépasser le montant de la valeur locative du logement.

Art. 5. La valeur locative est égale au revenu cadastral tel que fixé par l'Administration du cadastre du Ministère des Finances.

Le traitement annuel brut moyen est déterminé par la moyenne arithmétique des traitements minimum et maximum du barème de la fonction exercée par l'agent intéressé.

Art. 6. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'Eau dans ses attributions établit la liste des agents qui bénéficient des dispositions du présent arrêté, sur proposition du Service de Production et de Grand Transport d'Eau du Ministère de la Région wallonne. Il en informe le Ministre de la Région wallonne qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Art. 7. Le montant de l'allocation prévue à l'article 3 du présent arrêté est payé mensuellement à terme échu et est liquidé à charge du crédit inscrit à l'article 11.03 de la section 1er, du titre V, du Budget du Ministère de la Région wallonne.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1997.

Art. 9. Le Ministre de la Région wallonne qui a la Fonction publique régionale dans ses attributions et le Ministre de la Région wallonne qui a l'Eau dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN der BIEST

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1135

16. JANUAR 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive, durch den für die Dienststelle für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen des Ministeriums der Wallonischen Region die Ämter bestimmt werden, deren Inhaber frei wohnen können

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und durch das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, insbesondere des Artikels 87;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. November 1950 über die Unterbringung gewisser Kategorien von Personal, das vom Staat besoldet wird, insbesondere der Artikel 2, 3 und 4;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. März 1965 zur allgemeinen Regelung der Vergütungen und Zulagen aller Arten, die dem Personal der Ministerien gewährt werden, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 6. Februar 1967;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1973 über das Besoldungsstatut des Personals der Ministerien;

Aufgrund des Protokolls Nr. 45 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 17. Mai 1990;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß innerhalb der Dienststelle für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen ein Bereitschaftsdienst beibehalten werden muß, damit die Trinkwassergewinnung kontinuierlich erfolgen kann;

In der Erwägung, daß gewisse Bedienstete der Dienststelle für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen sich durch ihre Teilnahme an einem Bereitschaftsdienst gezwungen sehen, ständig verfügbar zu sein;

In der Erwägung, daß manche unter ihnen im übrigen eine Wohnung benutzen, die die Verwaltung ihnen zur Verfügung stellt, und daß es demnach aus Gründen der Rechtssicherheit unbedingt notwendig ist, unverzüglich die Ämter zu bestimmen, deren Inhaber frei wohnen können;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst, und des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschulften Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der Königliche Erlaß vom 30. November 1950 über die Unterbringung gewisser Kategorien von Personal, das vom Staat besoldet wird, findet Anwendung auf die Bediensteten des Bereitschaftsdienstes der Dienststelle für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen des Ministeriums der Wallonischen Region, die nachstehende Ämter innehaben :

1. Chemiefachpersonal	: 16
2. Fachpersonal für Elektromechanik, Elektrizität oder Mechanik	: 44
3. Baufachpersonal	: 3
4. Fachpersonal für die Führung von Fahrzeugen oder Baumaschinen	: 12

	75

Art. 2. Die Bediensteten, die die in Artikel 1 angeführte Bedingung erfüllen und die eine Wohnung benutzen, die die Verwaltung ihnen zur Verfügung stellt, können frei wohnen.

Der Vorteil der freien Wohnung ist eine Naturalleistung, die steuerpflichtig ist, aber nicht die Zahlung von Sozialversicherungsbeiträgen erfordert und nicht für die Berechnung der Pension berücksichtigt wird.

Der Wert der Naturalleistung entspricht dem Mietwert der Wohnung. Er darf jedoch nicht 10 % des Brutobetrag des durchschnittlichen Gehalts überschreiten.

Vom Betrag des durchschnittlichen Gehalts werden 2,5 % als Gegenleistung für die von der Verwaltung übernommenen Heiz- und Lichtkosten einbehalten.

Wenn der Bedienstete stirbt, behalten der überlebende Ehepartner, die Person, mit der er in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebt und die Angehörigen seiner Familie, die mit ihm wohnen, das Nutzungsrecht an der Wohnung bis nach Ablauf der mindestens dreimonatigen Frist der ihnen per Einschreiben zugestellten Kündigung. Als Gegenleistung müssen sie ab dem Tag nach dem des Todes des Bediensteten eine Miete zahlen, deren Betrag gemäß den Artikeln 2 und 6 des vorerwähnten Königlichen Erlasses festgelegt wird.

Art. 3. Die Bediensteten des Bereitschaftsdienstes, die eines der in Artikel 1 aufgezählten Ämter innehaben und keine Wohnung benutzen, die die Verwaltung ihnen zur Verfügung stellt, erhalten eine Wohnungsausfallzulage, die sich auf 10 % des Brutobetrag des durchschnittlichen Gehalts beläuft. Die Wohnungsausfallzulage ist steuerpflichtig, erfordert aber nicht die Zahlung von Sozialversicherungsbeiträgen und wird nicht für die Berechnung der Pension berücksichtigt.

Art. 4. Jeden Monat wird ein Betrag vom Gehalt der Bediensteten einbehalten, die nicht zum Bereitschaftsdienst gehören und eine Wohnung benutzen, die die Verwaltung ihnen zur Erfüllung ihrer Aufgabe zur Verfügung stellt. Dieser einbehaltene Betrag entspricht 12,5 % des Betrags des durchschnittlichen Bruttogehalts als Gegenleistung für die Benutzung der Wohnung, die Licht- und Heizkosten. Der einbehaltene Betrag von 10 % für die Benutzung der Wohnung darf nicht den Betrag des Mietwertes der Wohnung überschreiten.

Art. 5. Der Mietwert entspricht dem vom Katasteramt des Ministeriums der Finanzen festgelegten Katastereinkommen.

Das durchschnittliche Bruttojahresgehalt wird anhand des arithmetischen Mittels aus den Mindest- und Höchstgehältern der für das vom betreffenden Bediensteten ausgeübte Amt geltenden Gehaltstabelle ermittelt.

Art. 6. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, stellt die Liste der Bediensteten, die unter die Bestimmungen vorliegenden Erlasses fallen, auf Vorschlag der Dienststelle für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen des Ministeriums der Wallonischen Region zusammen. Er setzt den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, davon in Kenntnis.

Art. 7. Der Betrag der in Artikel 3 vorliegenden Erlasses vorgesehenen Zulage wird jeden Monat nachträglich gezahlt und zu Lasten der in Artikel 11.03 des Abschnitts 1 des Titels V des Haushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region eingetragenen Mittel festgestellt.

Art. 8. Vorliegender Erlaß wird mit 1. Januar 1987 wirksam.

Art. 9. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Regionale Öffentliche Dienst gehört, und der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, sind jeder in seinem Bereich mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 10. Januar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugschulften Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN der BIEST

VERTALING

N. 91 — 1135

16 JANUARI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende bepaling, wat de Dienst voor de Productie en het Groot Vervoer van Water van het Ministerie van het Waalse Gewest betreft, van de functies waarvan de titularissen een kosteloze huisvesting genieten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, inzonderheid op artikelen 2, 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der Ministeries, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 1967;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende het geldelijk statuut van het personeel der ministeries;

Gelet op het protocol nr. 45 van het Sectorcomité nr. XVI;

Gelet op het advies d.d. 17 mei 1990 van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het geboden is een permanente waakdienst in stand te houden in de Dienst van de Productie en het Groot Vervoer van Water, ten einde de doorlopende productie van drinkwater te verzekeren;

Overwegend dat een voortdurende beschikbaarheid aan sommige agenten van de Dienst van de Productie en het Groot Vervoer van Water opgelegd wordt door hun medewerking aan een waakdienst;

Overwegend bovendien dat sommigen onder hen een door de administratie ter hunne beschikking gestelde huisvesting bewonen en dat het dientengevolge geboden is, wegens redenen van juridische zekerheid, de functies waarvan de titularissen een kosteloze huisvesting genieten onverwijld te bepalen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt en van de Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel is van toepassing op de agenten van de waakdienst van de Dienst van de Productie en het Groot Vervoer van Water van het Ministerie van het Waalse Gewest, die titularis zijn van de hierna vermelde functies :

1. Geschoold personeel scheikunde	: 16
2. Geschoold personeel electromechanica, electriciteit of mechanica	: 44
3. Geschoold personeel bouwkunde	: 3
4. Geschoold personeel conducteur van voertuigen of werktuigen.	: 12
	<hr/>
	75

Art. 2. De agenten die de in artikel 1 vermelde voorwaarde vervullen en, die een door de administratie ter hunne beschikking gestelde huisvesting bewonen, genieten de kosteloosheid van de huisvesting.

Het voordeel van de kosteloze huisvesting is een belastbaar maar niet aan de sociale bijdragen onderworpen voordeel in natura en wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van het pensioen.

De waarde van het voordeel in natura wordt vastgesteld op het bedrag van de huurwaarde. Zij mag echter niet hoger zijn dan 10 % van het brutobedrag van de gemiddelde wedde.

Een inhouding van 2,5 % van het bedrag van de gemiddelde wedde wordt toegestaan als tegenwaarde van het door de administratie geleverd vuur en licht.

Bij overlijden van de agent behouden de overlevende echtgenoot, de persoon waarmee hij samenleeft en de leden van zijn familie, die onder hetzelfde dak leven, het gebruik van de huisvesting tot de vervaldag van de hun bij ter post aangetekende brief betekende opzeg die niet minder dan drie maanden mag zijn. Als tegenwaarde, wordt er hun, vanaf de eerste dag na de overlijdensdatum van de agent, een huur gevraagd waarvan het bedrag vastgesteld is overeenkomstig artikelen 2 en 6 van het hierboven vermelde koninklijk besluit.

Art. 3. De agenten van de waakdienst, die titularis zijn van één der in artikel 1 opgesomde functies en die geen door de administratie ter hunne beschikking gestelde huisvesting bewonen, genieten een toelage voor huisvestingsverlies die gelijk is aan 10 % van het brutobedrag van de gemiddelde wedde. De toelage voor huisvestingsverlies is belastbaar maar is niet onderworpen aan de sociale bijdragen en wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van het pensioen.

Art. 4. Een maandelijksse afhouding wordt verricht op de wedde van de agenten die niet deel uitmaken van de waakdienst en die een door de administratie ter hunne beschikking gestelde huisvesting bewonen ten einde het vervullen van hun taak te vergemakkelijken. Deze afhouding is gelijk aan 12,5 % van de gemiddelde bruto-wedde als tegenwaarde van huisvesting, licht en vuur. De met de huisvesting overeenstemmende afhouding van 10 % mag echter niet hoger zijn dan het bedrag van de huurwaarde van de huisvesting.

Art. 5. De huurwaarde is gelijk aan het kadastraal inkomen zoals bepaald door de administratie van het kadaster van het Ministerie van Financiën.

De gemiddelde jaarlijkse brutowedde wordt bepaald door het rekenkundig gemiddelde van de minimum- en maximumwedden van de loonschaal van de door de belanghebbende agent uitgeoefende functie.

Art. 6. Op voordracht van de Dienst van de Productie en het groot Vervoer van Water, maakt de Minister van het Waalse Gewest de lijst op van de agenten die van de bepalingen van onderhavig besluit genieten. Hij geeft hiervan kennis aan de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het openbaar ambt behoort.

Art. 7. Het bedrag van de in artikel 3 van onderhavig besluit voorziene toelage wordt maandelijks en na vervallen termijn uitbetaald en wordt vereffend ten laste van het krediet voorzien in artikel 11.03 van afdeling 1, van titel V van de begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 8. Onderhavig besluit heeft uitwerking op 1 januari 1987.

Art. 9. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het gewestelijk openbaar ambt behoort, en de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het Water behoort, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 16 januari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Zaken,
belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST

AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Transferts

Par arrêté royal du 13 février 1991, les membres du personnel du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat dont les noms suivent, sont transférés à la Communauté germanophone à partir du 1^{er} juillet 1990 :

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN « MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

Overdrachten

Bij koninklijk besluit van 13 februari 1991 worden de personeelsleden van het « Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat » waarvan de namen volgen, naar de Duitstalige Gemeenschap met ingang van 1 juli 1990, overgedragen :

DIENSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS UND « MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

Übertragungen

Durch den Königlichen Erlaß vom 13. Februar 1991 werden die Personalangehörigen des « Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat », deren Namen folgen, ab 1. Juli 1990 an die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragen :

- Reinartz, Karl, ingénieur industriel/Industrieingenieur/industriële ingenieur;
- Sarlette, Hermann, contrôleur adjoint des travaux/beigeordneter Kontrolleur der Arbeiten/adjunct-contrôleur der werken;
- Schroder, Josiane, dessinateur/Zeichner/tekenaar.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

22 AVRIL 1991. — Arrêté ministériel
portant émission de valeurs postales spéciales
au cours de l'année 1991

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1989, portant émission de valeurs
postales spéciales au cours de l'année 1991, notamment l'article 6,

Arrête :

Article 1^{er}. Les deux timbres-poste spéciaux, aux valeurs de F 14 et F 25, constituant l'émission dénommée « Europa », seront imprimés en polychromie par le procédé de l'héliogravure.

Art. 2. Le tirage de chacun de ces timbres-poste est fixé comme suit :

- F 14 — 7 500 000 exemplaires;
- F 25 — 1 800 000 exemplaires.

Art. 3. Ces timbres-poste seront vendus jusqu'à épuisement dans tous les bureaux de poste du Royaume à partir du 6 mai 1991.

MINISTÈRE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

22 APRIL 1991. — Ministerieel besluit
houdende uitgifte van speciale postwaarden
in de loop van het jaar 1991

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,
Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1989, houdende
uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1991,
inzonderheid op artikel 6,

Besluit :

Artikel 1. De twee speciale postzegels ter waarde van F 14 en F 25, genaamd « Europa » zullen gedrukt worden in polychromie door middel van het rasterdiepdruckprocédé.

Art. 2. De oplage van ieder van deze postzegels is bepaald als volgt :

- F 14 — 7 500 000 exemplaren;
- F 25 — 1 800 000 exemplaren.

Art. 3. Deze postzegels worden verkocht in al de postkantoren van het Rijk vanaf 6 mei 1991, zolang de voorraad strekt.